

03.06.2013 - 10:00 Uhr

## L'initiative cleantech : un gage pour l'innovation et l'emploi

Bern (ots) -

Le Conseil des Etats débat aujourd'hui de différents objets énergétiques, en particulier de l'initiative cleantech. Travail.Suisse demande à la Chambre des cantons d'approuver cette initiative car elle permettra à la Suisse de parvenir plus vite à un approvisionnement énergétique basé sur les énergies renouvelables tout en favorisant l'innovation, les emplois et l'économie de milliards de francs en réduisant massivement sa dépendance des énergies fossiles.

Une étude mandatée par le SEFRI en 2009 sur les cleantech nous a appris que la Suisse avait perdu son rôle pionnier dans les cleantech. En témoignent par exemple le fait que les exportations suisses cleantech se sont développées moins vite que la moyenne des exportations suisses ou que le nombre de brevets cleantech a baissé. Le « Cleantech Global Innovation Index » classe la Suisse 15ème sur 38 pays (pays industrialisés et quelques pays émergents). Ce médiocre résultat est notamment dû au fait que l'Etat intervient peu au niveau des conditions-cadres et soutient faiblement le développement et la commercialisation d'applications cleantech.

L'initiative cleantech permettra de créer des conditions plus favorables au développement des technologies propres en Suisse, en particulier dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Il en résultera, par rapport à la stratégie énergétique 2050, un tempo plus rapide, ce qui favorisera l'innovation et l'emploi. La Suisse recollera ainsi au peloton de tête des meilleurs pays en matière de cleantech, comme l'Allemagne ou les pays scandinaves.

Maintien et création d'emplois plus qualifiés que la moyenne

Des dizaines de milliers d'emplois seront conservés et créés, en particulier dans l'assainissement énergétique des bâtiments, le montage de systèmes solaires, le développement et l'optimisation des réseaux électriques (smart grids) mais aussi dans les services avec le conseil et la planification des projets. Il s'agit le plus souvent d'emplois de qualification supérieure à la moyenne (ingénieurs, techniciens, responsables de projets, informaticiens) ce qui nécessite aussi des investissements supplémentaires dans la formation de base et la formation continue. Sinon, le développement des cleantech sera limité par l'insuffisance des ressources humaines.

Le Conseil des Etats ne doit pas rater la chance de faire preuve de vision pour l'avenir. Une approbation de l'initiative cleantech permettra à la Suisse de gagner en innovation avec le développement de nouveaux emplois qualifiés tout en favorisant le climat et l'environnement pour les générations futures.

Contact:

Denis Torche, Responsable politique climatique et énergétique, tél.  
031/370.21.11 ou 079/846.35.19

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020454/100738821> abgerufen werden.